



MINISTERE DES MINES

Le Ministre

ARRETE MINISTERIEL N° ~~0158~~ /CAB.MIN/MINES/01/2013 DU ~~10~~ 08 MAI 2013
PORTANT RENOUELEMENT D'AGREMENT
AU TITRE D'ENTITE DE TRAITEMENT D'HETEROGENITE CATEGORIE B
DANS LA PROVINCE DU KATANGA
AU PROFIT DE LA SOCIETE M.J.M Sprl

Vu la Constitution, telle que modifiée et complétée à ce jour, spécialement ses articles 93, 202 point 36 littera f et 203 point 16 ;

Vu la Loi n° 007/2002 du 11 juillet 2002 portant Code Minier, spécialement ses articles 10, 81 à 83 ;

Vu le Décret n° 038/2003 du 26 mars 2003 portant Règlement Minier ;

Vu l'Ordonnance n° 12/007 du 11 juin 2012 portant organisation et fonctionnement du Gouvernement, modalités pratiques de collaboration entre le Président de la République et le Gouvernement ainsi qu'entre les membres du Gouvernement ;

Vu l'Ordonnance n° 08/008 du 11 juin 2012 fixant les attributions des Ministères, spécialement son article 1^{er} B point 6 et 14 ;

Vu l'Ordonnance n° 12/004 du 28 avril 2012 portant nomination des Vice-Premiers Ministres, des Ministres, d'un Ministre Délégué et des Vice-Ministres ;

Vu, tel que modifié et complété à ce jour, l'Arrêté Interministériel n°0249/CAB.MIN/MINES/01/2010 et n° 042/CAB.MIN/FINANCES/2010 du 05 mai 2010 portant fixation des taux des droits, taxes et redevances à percevoir à l'initiative du Ministère des Mines ;

Vu, tel que modifié et complété à ce jour, l'Arrêté Ministériel n° 3163/CAB.MIN/MINES/01/2007 du 11 août 2007 portant Réglementation des activités de l'entité de traitement et de l'entité de transformation des substances minérales ;

Vu l'Arrêté Interministériel n° 0711/CAB.MIN/MINES/01/2010 et n° 260/CAB.MIN/FINANCES/2010 du 15 décembre 2010 portant « Manuel des procédures de traçabilité des produits miniers de l'extraction à l'exportation » ;

Considérant la demande de renouvellement de l'agrément au titre d'entité de traitement d'hétérogénite Catégorie B, introduite en date du 06 août 2011 par la **Société M.J.M Sprl**, et les pièces requises y jointes;



Sur avis favorable de la Direction des Mines ;

A R R E T E :

Article : 1^{er}

Le renouvellement de l'agrément au titre d'entité de traitement d'hétérogénite Catégorie B est accordé à la **Société M.J.M Sprl**, dont références ci-dessous :

- Adresse : n° 2019, Avenue Chemin Public, Commune de Shituru, Ville de Likasi, Province du Katanga.
- N° d'Identification Nationale : 6-128-N53253Q
- N° au Nouveau Registre de Commerce délivrée à Lubumbashi : 13373
- N° de Compte à la RAW BANK : 05132-01002353401-35

Le présent agrément est octroyé pour une durée de deux ans (02) renouvelable pour la même durée.

Article : 2

La **Société M.J.M Sprl** peut conclure des contrats de vente des substances minérales issues du traitement et de la transformation d'hétérogénite ou des concentrés d'hétérogénite avec des partenaires de son choix, tant sur le territoire national qu'à l'étranger.

Toutefois, l'exportation desdites substances est soumise à l'autorisation du Ministre ayant les Mines dans ses attributions.

Article : 3

La **Société M.J.M** est tenue d'acheter l'hétérogénite uniquement auprès :

- des personnes physiques de nationalité Congolaise, détentrices de carte d'exploitant artisanal ou celle de négociant en cours de validité ;
- des coopératives minières agréées ;
- d'entités de traitement d'hétérogénite catégorie A ;
- des personnes physiques de droit Congolais, détentrices des titres miniers d'exploitation en cours de validité.



Article 4 :

La Société **M.J.M Sprl** est tenue de transmettre mensuellement à la Division Provinciale des Mines du Katanga et à la Direction des Mines à Kinshasa, les données sur les quantités d'hétérogénite achetées, traitées ou en stock, ainsi que la composition chimique en métaux valorisables établie sur base des analyses effectuées par l'un des laboratoires agréés.

Article : 5

Sans préjudice des sanctions prévues par l'Arrêté Ministériel n° 3163/CAB.MIN/MINES/01/2007 du 11 août 2007 portant réglementation des activités de l'entité de traitement et de l'entité de transformation des substances minérales, tel que modifié et complété à ce jour, spécialement ses articles 20 et 21, toute violation des dispositions de cet Arrêté, entraîne le retrait du présent agrément.

Article : 6

Le Secrétaire Général des Mines est chargé de l'exécution du présent Arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Kinshasa, le **08 MAI 2013**

Martin KABWELULU

Ampliations

- Cabinet du Président de la République : 1
- Cabinet du Premier Ministre : 1
- Cabinet du Ministre des Mines : 2
- Secrétariat Général des Mines : 1
- CTCPM : 1
- Direction des Mines : 1
- Div. Prov. Des Mines & Géologie du ressort : 1
- Sté M.J.M Sprl : 1

9